



Projet de renforcement des capacités institutionnelles en matière de REDD+ pour la gestion durable des forêts du Bassin du Congo



Compte rendu de la Cinquième réunion du Comité de pilotage du projet REDD+

I. INTRODUCTION

Sur invitation du Secrétaire Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), Président du Comité de Pilotage (CP) du projet de renforcement des capacités institutionnelles en matière de REDD+ pour la gestion durable des forêts du Bassin du Congo, la cinquième réunion dudit Comité s'est tenue du 31 juillet au 01 août 2014 à l'Hôtel la falaise de Bonanjo à Douala au Cameroun. L'agenda et la liste des participants sont en annexe du présent compte rendu.

Cette réunion a été présidée par M. Rémy MUKONGO SHABANTU, représentant le Secrétaire Général de la CEEAC. Le Secrétariat a été assuré par M. Martin TADOUM, Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC appuyé par M. Hervé Martial MAÏDOU, Coordonnateur Régional du projet REDD+ conformément à la décision N° 07/PR/COMIFAC/ 2011 du 13 octobre 2011, portant création du comité de pilotage dudit projet.

II. DEROULEMENT DES TRAVAUX

L'ouverture des travaux a été marquée par le mot d'ouverture du représentant du Secrétaire Général de la CEEAC qui a tout d'abord remercié le Gouvernement de la République du Cameroun d'avoir bien voulu accepter la tenue de ce Comité de Pilotage à Douala. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, le président s'est réjoui de la présence de la quasi-totalité des membres. Il a par la suite rappelé l'objet de la rencontre qui est d'examiner les réalisations du projet du premier semestre 2014. Il a enfin souhaité que les nouvelles orientations qui émaneront de ce comité de pilotage permettent au projet de mieux accompagner les pays forestiers de l'espace COMIFAC à contribuer efficacement aux débats sur les changements climatiques et à appuyer les réflexions au niveau local sur les enjeux liés à la REDD+.

La cérémonie d'ouverture a été suivie par la présentation des participants. Le quorum étant atteint, on a procédé à la lecture et à l'adoption de l'ordre du jour.

III. POINTS EXAMINES ET RECOMMANDATIONS

1. Mise en œuvre des recommandations du dernier comité de pilotage

Après examen du niveau de mise en œuvre des recommandations du 4^{ème} et du 3^{ème} CP, il ressort que le projet a exécuté la presque totalité des recommandations. Celles qui n'ont pas été réalisées ont été reconduites notamment (1) la signature de l'amendement à apporter sur la décision portant création du comité de pilotage du projet REDD+, (2) l'organisation d'une mission de revue à mi-parcours qui devrait aboutir entre autres à une réallocation financière du projet, et (3) l'organisation d'un atelier régional d'appropriation du manuel de suivi-évaluation.

Concernant la recommandation sur le démarrage des activités en République de la Guinée Equatoriale (RGE), la question de l'obtention du visa a été de nouveau posée. Le CP a été informé qu'une invitation du ministère des affaires étrangères de la RGE et/ou du ministère de la Sureté nationale est essentielle pour l'obtention du visa. Le point focal climat de la RGE s'est engagé à aider à l'obtention de ces invitations chaque fois que le besoin s'imposera.

Pour assurer un meilleur suivi et appréciation de la mise en œuvre des recommandations du CP, il a été suggéré de bien formuler les recommandations pour qu'elles soient suffisamment claires et mesurables. Par ailleurs, une colonne sera ajoutée au tableau de suivi des recommandations et permettra au projet de proposer des options pour l'exécution entière des recommandations en plus du statut.

2. Les réalisations du projet au cours du premier semestre 2014

Le projet a réalisé sur le plan technique 35,19% des activités prévues dans l'année avec un taux de décaissement de 22% au 30 juillet 2014, comparativement à la même période de 2013 où les taux étaient respectivement de 30% et 12,26%.

Composante 1 :

Sous-composante 1a

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette sous-composante dont l'objectif est de renforcer la coordination régionale sur la REDD+ entre les pays du bassin du Congo, un expert en négociations internationales est en cours de mobilisation. Les publications seront faites aussi au niveau des pays et auprès des réseaux de la CEFDHAC pour large diffusion. Le CP a de nouveau regretté le retard significatif enregistré dans ce processus.

Composante 1b :

A la suite de la présentation de l'UICN, les participants à cette réunion ont salué le démarrage des activités et plus particulièrement la mise à la disposition de la CGP, des informations concernant la mutualisation des moyens financiers conformément à la recommandation du dernier comité de pilotage. Il leur a été demandé de mettre à la disposition des membres du CP et des coordinations nationales tous les produits (notes de position, plan de communication ainsi que les stratégies d'engagement) élaborés par les différents groupes cibles en plus de les poster sur les sites internet. Une rencontre sous-régionale sera organisée pour élaborer une position sous-régionale à partir des positions nationales et celles des réseaux d'acteurs. Le financement de cette activité devant provenir de la réallocation des ressources en interne

Des discussions ont été ensuite menées sur la nécessité de conduire les activités du projet en RCA. Le représentant de la Banque Mondiale a indiqué que le pays était encore sous restriction suite à la situation sécuritaire et que tout était mis en œuvre pour la reprise des activités du projet. Les membres du CP ont néanmoins exhorté la banque à accélérer le processus de relance des activités en RCA.

Composante 2

Sous-composante 2a :

La présentation de cette sous-composante a été faite par activité ce qui a permis de voir le niveau de réalisation dans le détail. Cette présentation n'a fait appel à aucun commentaire.

Sous composante 2.b

Dans sa présentation, le chef de mission du consortium ONFI/NATURE+/TEREA a rappelé l'objectif de la sous-composante, les résultats obtenus et les perspectives. Il est ensuite revenu sur les réalisations de la sous-composante en insistant sur la validation de la méthodologie d'élaboration des équations allométriques. L'étape suivante est de valider la planification opérationnelle et procéder à la collecte des données de terrain. Pour assurer la réussite de cette entreprise, un schéma type de participation a été validé. Il s'agit de coordonner les contributions des institutions scientifiques nationales à recruter, les exploitants forestiers, les coordinations nationales, la coordination régionale et la COMIFAC. Le chef de mission a saisi l'occasion pour présenter les résultats de la sélection des institutions de recherche et proposer que les institutions candidates au niveau de chaque pays se constituent en consortium afin de mutualiser leur compétence et d'assurer la qualité du travail demandé.

Le CP a validé les listes des institutions de recherches retenues ainsi que les propositions de regroupements de ces dernières.

Les membres du CP ont rappelé que les coordinations nationales et l'administration doivent assurer la cohérence et une meilleure appropriation de ce travail. Il a été retenu que lors des séances nationales prévues

au mois d'août et septembre, toutes les parties prenantes devront s'entendre sur les rôles des uns et des autres et qu'un budget conséquent devra être adopté.

Plusieurs préoccupations telles que la diversité des strates, l'insertion des étudiants dans le processus et la disponibilité des exploitants forestiers à apporter leur contribution ont été soulevées. Le chef de mission a rassuré les membres du CP en démontrant que les strates choisies pour les différents pays sont diversifiées et tiennent compte des recommandations de la rencontre sous-régionale. D'autre part, quatre concessionnaires ont déjà signifié leur désir d'apporter leur contribution. Pour ce qui est de l'insertion des étudiants, les sujets de stages ont été retenus et doivent être précisés dans leur démarche scientifique lors des séances nationales.

Composante 3

Sous-composante 3a :

La cellule d'appui au projet REDD+ (CAPREDD+) est opérationnelle depuis le mois de septembre dernier et depuis, un répertoire de 65 programmes ou initiatives ont été recensés et trois ateliers de formation sur les thèmes divers ont été organisés.

Suite à cette présentation, les membres du CP ont demandé que cette partie du projet ne s'arrête pas seulement aux inventaires et formations, mais que les actions pratiques soient menées pour le développement des projets REDD+ en tenant compte des objectifs REDD+ de chaque pays. En d'autres termes, il faut aider les pays à rédiger leurs projets REDD+ et leur donner des informations sur les différentes sources de financement.

Il a également été demandé au consultant d'aider à l'élaboration d'un guide d'élaboration des projets REDD+ de la sous-région. Pour cela la CAPREDD+ se propose de s'appuyer sur les procédures nationales avant de passer à l'étape régionale.

Le comité de pilotage a soutenu la proposition du consultant dans la réorientation de ses activités pour la promotion des projets pilotes. Une nouvelle méthodologie sera proposée et un avenant au contrat sans incidence financière devra être conclu.

Gestion des enveloppes pays

Ce point a permis d'une part de présenter aux participants les activités des pays réalisées et celles en cours et d'autre part les difficultés rencontrées. Il ressort des discussions que très peu d'activités ont été réalisées et que les goulots d'étranglement sont identifiés au niveau de tous les maillons de la chaîne que sont les coordinations nationales, la CGP et l'IDA. Pour changer de manière significative cet état de choses, le CP recommande un suivi plus rapproché avec présentation d'un tableau de suivi des activités en instance toutes les deux semaines. L'organisation plus fréquente des vidéo conférences a également été envisagée.

Trois propositions ont été faites au CP dans le sens d'améliorer le décaissement de l'enveloppe pays. Il s'agit (1) de la proposition de désigner un interlocuteur du PREREDD+ au niveau des coordinations nationales, (2) l'organisation des fora nationaux sur l'enveloppe pays avec pour objectif d'assurer une meilleure connexion entre les réseaux nationaux et les circonscriptions locales et (3) l'organisation des réunions de restitution des COP au niveau des pays. Les 1^{ère} et 3^{ème} propositions ont été retenues par le CP. Les coordonnateurs nationaux REDD+ se sont engagés à envoyer à la CGP dans un bref délai le nom et les adresses de la personne désignée et les restitutions des COP seront ouvertes aux différentes parties prenantes dans la limite des budgets conformément aux modalités de gestion des enveloppes pays.

Pour la 2^{ème} proposition dont le but était d'intégrer les fora nationaux de la CEFDHAC dans les enveloppes pays, les coordinations nationales n'ont pas formulé d'objection particulière et ont envisagé d'examiner cette possibilité dans leur planification nationale.

IV présentation des études

1) Présentation des directives et liste de contrôle proposées dans le rapport EESR

Après une brève présentation du rapport EESR, il a été demandé aux membres du CP de choisir parmi les directives proposées par l'étude, celles qui sont prioritaires et qui seront développées par le projet.

Le CP a recommandé à la cellule de gestion du projet d'éditer en plusieurs exemplaires le rapport EESR et le mettre à la disposition des membres du CP. Cette recommandation est conforme aux orientations de la mission de supervision.

Les membres du CP ont procédé par élimination et ont retenu les directives D1(*Directive sur le développement socio-économique intégrant la REDD+ : ce thème regroupe toutes les justifications à la mise en œuvre du processus REDD+, en montrant comment il doit s'insérer dans le développement économique et social des pays, de façon complémentaire*), D2(*Directive sur le montage de projets REDD+ : ce thème présente des modèles de projets techniquement et financièrement viables, et convaincants pour les investisseurs, pour en diffuser l'attractivité et permettre la multiplication des projets REDD+, ou à composante REDD+, dans la sous-région*) et la D6(*Directive sur les évaluations environnementales et sociales stratégiques : ce thème doit accompagner de façon systématique, dans la conception, toutes politiques de développement sectoriel (ou régional d'envergure)*) sachant que cette dernière sera cofinancée avec le projet PACEPCo.

2) *Présentation du rapport de l'audit 2013*

Le projet a présenté les conclusions du rapport de l'audit selon lesquelles les comptes ont été certifiés sans réserves. Les réponses ont été données aux questions et les observations ont été levées. A la fin de cette présentation, le CP a pris acte des conclusions du rapport de l'audit 2013.

Les membres du CP ont toutefois demandé que ledit rapport et tous les autres documents (présentations) soient transmis à l'avance aux membres en prélude à la tenue des sessions du CP.

3) *Dossiers de passation des marchés*

La présentation sur la passation des marchés a insisté sur les activités urgentes à mener au niveau régional et national notamment l'achat des véhicules de terrain pour la collecte des données dans le cadre de la composante 2b, les acquisitions au niveau des coordinations nationales et le recrutement des différents consultants pour les pays. Ces nouvelles activités qui seront insérées dans le PPM actualisé seront transmises aux pays pour que les TDR soient élaborés.

4) *Restitution de la mission de supervision de l'IDA*

Le CP a pris acte des recommandations de la mission de supervision.

5) *Mission de revue à mi-parcours*

Le CP recommande la tenue de la mission de revue à mi-parcours pour le mois de janvier 2015. Les TDR de cette mission seront transmis aux membres du CP pour avis préalable. Le CP recommande sa participation aux travaux de ladite mission par ses représentants résidant dans le pays hôte.

La restitution des conclusions de cette mission sera faite au cours de la sixième session du CP prévue pendant cette période.

6) *Partage d'informations sur le prochain GTC*

La deuxième réunion du GTC de l'année 2014 est programmée du 12 au 16 septembre à Malabo en RGE. La JICA s'est positionnée comme partenaire financier à côté de l'UICN et du projet REDD+ pour l'exécution de cette activité. Une formation sur « l'approche non basée sur le marché, pour la REDD+ » sera dispensée à cette occasion. Cette rencontre sera aussi un moment d'échanges avec les responsables EESS pour lever les difficultés rencontrées au niveau des pays en vue de la préparation des soumissions attendues par le secrétariat de la CCNUCC. Le CP recommande la recherche des financements pour la participation des responsables EESS, y compris de la société civile.

7) *Activités prioritaire pour le prochain semestre devant faire l'objet d'une feuille de route*

Au cours du second semestre, des efforts seront effectués pour réduire le retard du semestre précédent et mener les activités prévues d'ici la fin de l'année. Pour cela, l'organisation d'une réunion dont l'objectif est de rendre opérationnelles les orientations de la mission de supervision et du comité de pilotage afin d'améliorer la mise en œuvre ainsi que la visibilité du projet est prévue dans un bref délai. Viendront ensuite

l'organisation des ateliers de formation des promoteurs des projets pilotes sur des thèmes tels que « l'élaboration du scénario de référence d'un projet », « l'évaluation des impacts sociaux et environnementaux d'un projet », « l'analyse économique et financière d'un projet » et « l'application des standards de certification carbone ». Parallèlement, en urgence, on devra procéder à l'acquisition des équipements de collecte des données pour l'élaboration des équations allométriques, l'organisation de la deuxième réunion de l'année du GTC en préparation des négociations dans le cadre de la CCNUCC, le recrutement des experts du panel d'experts qui doivent évaluer les planifications opérationnelles pour l'établissement des équations allométriques, recruter le consultant en charge de la création de la plateforme de collaboration scientifique, l'acquisition des équipements et matériels de bureau et de communication pour les coordinations nationales et le recrutement des consultants pour les trois études complémentaires (mesure indirecte de la biomasse par imagerie 3D, biomasse racinaire, parcelles permanentes) et l'appui à l'opérationnalisation du système d'homologation des projets et de registre REDD+ en RDC.

Divers :

En point divers, il a été inscrit un partage d'information sur la seconde phase du projet régional MNV de la FAO. Le CP a pris acte de l'information partagée par le Conseiller Technique du Projet et de l'organisation du dernier comité de pilotage de la première phase dudit projet prévu au mois de septembre.

V Clôture de la réunion

A la fin de la réunion, le représentant du Secrétariat Général de la CEEAC, Président du Comité de pilotage, a félicité la CGP pour la qualité des documents présentés et les participants pour leur dévouement pendant les travaux. Il a noté des avancées dans l'exécution de la plus part des recommandations et a attiré l'attention sur les nombreux défis que la CGP doit relever au cours des six prochains mois et a exhorté les points focaux et les coordinations nationales à s'impliquer fortement dans la mise en œuvre des activités pour l'atteinte d'un niveau satisfaisant des résultats du projet. Dans son mot de fin, le président a salué la présence du représentant de la Banque mondiale à ces travaux et la gratitude du gouvernement Camerounais qui a permis la tenue avec succès de ces travaux en souhaitant un bon voyage retour aux participants dans leurs pays respectifs.

Résumé des recommandations

N°	recommandations	Date limite
1	Assurer un suivi plus rapproché avec présentation d'un tableau de suivi des activités en instance à l'IDA toutes les deux semaines	Dès le mois d'août
2	Editer en plusieurs exemplaires le rapport EESR et le mettre à la disposition des membres du CPP	15 septembre
3	Transmettre aux membres du CPP les TDR de la mission de revue à mi-parcours deux semaines avant la date fixée.	30 nov
4	Rechercher les financements pour la participation des responsables EESS, y compris la société civile à l'atelier de GTC prévu en septembre prochain.	immédiatement
Recommandation de la quatrième réunion du CPP		
1	Faire signer la décision amendée portant création du comité de pilotage du projet REDD+,	août
2	Organiser un atelier régional d'appropriation du manuel de suivi-évaluation.	Septembre 14

Fait à Douala, le 01 août 2014

Le Comité de pilotage